



La réforme APB va-t-elle priver les bacheliers pro et technologiques d'université ?

La réforme APB va-t-elle priver les bacheliers pro et technologiques d'université ? : L'enseignement supérieur s'offre un relooking . Pas simplement sur la forme, mais aussi sur le fond. Face aux errements de la plateforme Admission-Post-Bac (APB) l'été dernier, qui avait laissé 65.000 élèves sans affectation à la fin du mois de juillet, et pour contrer le nombre d'échec en première année (46,2% de redoublements), voilà les modalités d'entrée à l'université bousculées avec la mise en place de Parcoursup. A partir de la semaine prochaine, le site aura pour mission de recueillir les vœux des futurs bacheliers pour leur affecter une place dans une formation de l'enseignement supérieur pour la rentrée 2018. Mais désormais, pour intégrer le parcours universitaire de son choix, le candidat devra répondre à des "prérequis", des "attendus" précis en lien avec la formation convoitée. En clair, des compétences préétablies. Résultat : les bacheliers issus des voies professionnelles et technologiques, dont le panel de compétences est moins large qu'en voie générale, pourraient être lésés. C'est l'inquiétude de Benoit Hamon, invité de France Inter ce lundi 15 janvier. D'après l'ancien candidat à l'élection présidentielle pour le Parti socialiste, le gouvernement "instaure" volontairement une "sélection à l'entrée de l'université" et est en train de "fermer la porte" à "ceux qui ont un bac professionnel, un bac technologique" . Soit autant d'étudiants qui, à l'avenir, "seront découragés de poursuivre des études" face aux prérequis attendus, selon lui. La fin des passerelles bac pro / fac ? D'après les derniers chiffres du ministère de l'Enseignement supérieur, en 2016 seuls 8% des bacheliers "professionnels" ont poursuivi leurs études à l'université. Contre 32,6% des diplômés d'un bac technologique. Au total, l'ensemble des étudiants venant de bacs professionnels ou technologiques représente 19,3% des néo-diplômés inscrits en première année de Licence. Soit un peu plus de 55 000 personnes. Des chiffres qui baissent d'année en année. "Avec Parcoursup, on peut redouter la fin des passerelles entre ces bacs et l'université", explique à Marianne Evelyne Barthou, enseignante en sociologie de l'éducation à l'Université de Pau (Pyrénées-Atlantiques). Certains étudiants se révèlent au lycée et se découvrent une envie de poursuivre leurs études à l'université. Bien-sûr, il ne faut pas être hypocrite, ils se retrouvent souvent en difficulté ensuite. Mais une certaine proportion s'en sort, à force de travail (les derniers chiffres du ministère font état d'un taux de réussite, en licence, de 15,6% pour les bacheliers technologiques et de 5% pour les bacheliers professionnels, ndlr). C'est ce type de profil, dit 'atypique', qu'on risque de faire disparaître." Le gouvernement s'en défend. Dans une interview accordée au Journal du dimanche au mois de septembre dernier, Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, assurait qu'il n'était "pas question de dire non à un bachelier qui veut faire des études" . Le Plan étudiants a tout prévu : "Si un bachelier professionnel ou technologique veut suivre une licence à la fac, il est nécessaire de regarder ses acquis. Si cela ne correspond pas, nous lui proposerons des formations complémentaires pour atteindre ces prérequis : par exemple, cours de maths pour une licence de mathématiques." Les formations de remise à niveau compromises Mais encore faut-il que ces formations puissent être organisées. "C'est le seul point noir de la réforme", analyse pour Marianne Jimmy Losfeld, président de la Fage, première organisation étudiante de France. "Les universités doivent prendre leurs responsabilités en établissant au plus vite des parcours d'accompagnement. C'est le seul moyen de permettre l'accès pour tous à l'université", dit-il. "Les établissements n'ont pas les moyens de mettre en place ces parcours", lui répond Hervé Christofol pour Marianne, secrétaire général du syndicat enseignant Snesup-FSU. Le ministère a annoncé 1 milliard d'investissements sur 5 ans, dont une partie destinée aux établissements pour qu'ils puissent faire de l'accompagnement. Mais pour que cela puisse voir le jour, il faudrait multiplier ce chiffre par dix !" Et depuis l'université de Pau où elle officie, Evelyne Barthou témoigne du même problème : "C'est frustrant, mais on ne sera pas en capacité d'accompagner personnellement qui que ce soit", explique-t-elle. On va déjà manquer de personnel et de capacité d'accueil sans avoir à organiser de 'modules de remise à niveau'... C'est pas qu'on ne veut pas, mais difficile d'imaginer faire autrement avec les moyens promis." Alors, ces quelques bacheliers, pourtant initialement admis, n'auront d'autres choix que de rebrousser chemin... Dernières

possibilités pour eux : les sections de techniciens supérieurs (STS), les instituts universitaires de technologie (IUT) ou les brevets de technicien supérieur (BTS). Depuis la rentrée 2016, les recteurs sont sommés d'établir des "quotas" d'étudiants pro ou techno à recruter. Pour autant, ils ne sont pas prioritaires pour y entrer. Donc pas assuré de tous y trouver une place. "A partir de la rentrée prochaine, quand on viendra de ce genre de bac, notre droit à la poursuite d'étude ne sera pas garanti", détaille à Marianne Lilâ Le Bas, présidente du syndicat étudiant Unef. Il y a un décalage entre les déclarations du gouvernement et les actes. On promet de combattre l'échec scolaire, mais pourtant on va en créer." L'université, un entre-soi ? Et ceux qui devraient en pâtir seront les élèves les plus défavorisés. En effet, selon les statistiques publiées par le ministère de l'Education nationale en 2017, les voies professionnelles et technologiques au lycée sont celles qui accueillent le plus de candidats à l'origine sociale identifiée comme "moyenne" ou "défavorisée". Pour la première section, cela représente 82,5% des effectifs. 68,6% pour la seconde. Et pour la voie générale, seulement 50,7%. "L'université deviendra un entre-soi et les voies dites 'professionnalisantes' seront encore plus dépréciées", prédit la sociologue Evelyne Barthou. Mais si c'est pour épargner les statistiques d'échec à l'université...